

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: - (2013)
Heft: 3: Reden wir vom jungen Publikum! = Parlons jeunesse = Parliamo di gioventù

Artikel: La Fondation Archives Institut J.-J. Rousseau : un siècle de culture patrimoniale centrée sur la jeunesse
Autor: Droux, Joëlle / Gobet, Elphège / Hofstetter, Rita
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769728>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Fondation Archives Institut J.-J. Rousseau: un siècle de culture patrimoniale centrée sur la jeunesse

Joëlle Droux, Elphège Gobet,
Rita Hofstetter, FPSE/Archives Institut
J.-J. Rousseau, Université de Genève¹

Archiver toutes les connaissances disponibles dans le monde et sur le monde pour les rendre accessibles à tous en vue d'améliorer l'humanité: au tournant des XIX^e et XX^e siècles, cette ambition porte nombre d'intellectuels² à défier les frontières disciplinaires et nationales. L'Institut Jean-Jacques Rousseau créé à Genève en 1912, est animé de cette même ferveur documentaliste et universaliste.

Le médecin et psychologue Edouard Claparède et ses premiers compagnons de route décident de placer L'Ecole des sciences de l'éducation sous le patronage du philosophe d'origine genevoise qui aurait, le premier, affirmé la nécessité d'observer l'enfance pour connaître et respecter les lois de son développement naturel.

«Ecole des sciences de l'éducation», l'Institut fusionne diverses disciplines afin de connaître le développement de l'enfant et la manière dont se construit son intelligence, pour améliorer pratiques et systèmes éducatifs. Il se veut tout à la fois une école, un centre de recherche, d'information et de documentation réunissant toutes les connaissances sur les jeunes classes d'âge. Au fil des décennies, l'institut évolue, est rattaché à l'Université en 1929, puis se transforme en Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation en 1975, accumulant un patrimoine documentaire considérable dont témoigne l'ampleur de ses fonds et collections.

Pour les préserver, les valoriser et les augmenter, la Fondation Archives Institut J.-J. Rousseau a été créée sur l'initiative de Daniel Hameline et Mireille Cifali en 1984. Outre le Fonds général de l'institut, les archives concernent des institutions et personnalités ayant joué un rôle significatif dans l'éducation, les mouvements d'Education nouvelle et la protection de l'enfance à Genève, tels Charles Bau-douin, Pierre Bovet, Edouard Claparède, Adolphe Ferrière, Germaine Du-

parc, etc.). Au total, près de 200 m linéaires de ressources écrites (documents administratifs, manuscrits, correspondances), iconographiques (environ 1500 photos) ou audiovisuelles, dont certaines sont consultables sur le site des Archives (www.unige.ch/archives/aijrr/archives.html). Une page est également dédiée aux ressources bibliothéconomiques comprenant notamment les collections complètes ou incomplètes de nombreux titres (L'Educateur, Pour L'Ere Nouvelle, La Psychologie et la Vie, etc.). Ces revues sont, pour la plupart, issues des bibliothèques personnelles léguées par certains des fondateurs de l'institution.

La culture patrimoniale fait donc partie de l'héritage génétique de l'institut. On va le voir tout particulièrement à travers une préoccupation qui a marqué ses activités: la protection de l'enfance et de la jeunesse. Ces archives permettent de documenter les métamorphoses du regard porté sur les jeunes durant les premières décennies du fonctionnement de l'institut.

La culture patrimoniale en héritage

Dès 1901, Théodore Flournoy et Edouard Claparède fondent la revue *Archives de psychologie*. Ils y recensent et discutent les connaissances psychologiques et pédagogiques disponibles dans le monde. Une partie de leur propre bibliothèque, offerte au Laboratoire de psychologie de la Faculté des sciences où ils œuvrent, est léguée à l'institut dès sa création. Lorsqu'il ouvre ses portes en 1912, l'établissement est de ce fait déjà doté d'un fonds d'archives considérable. Claparède exhorte d'ailleurs P. Bovet, son premier directeur, à conserver précieusement leur correspondance, dans laquelle jour après jour s'est esquissé, puis fixé le concept de l'institut. L'institution se construit donc d'emblée autour d'une forte culture patrimoniale: archiver pour préserver le patrimoine et la mémoire, pour s'inscrire aussi dans l'histoire, pour faire l'histoire.

De fait, cette culture s'ancre profondément dans l'école: étudiants et enseignants conservent ainsi leurs proto-

coles, notes de cours, correspondances, photos, dessins. Grâce à ces ressources de première main, un portrait de groupe des premières cohortes d'étudiants peut être esquissé: par exemple au moyen du Livre d'Or de l'institut, où ils consignent le témoignage de leur passage dans l'école; nombre d'entre eux poursuivront cette correspondance une fois de retour au pays, racontant dans les *chroniques de l'institut* comment ils y diffusent les principes pédagogiques enseignés à Genève.

D'innombrables photographies aident en outre à mieux saisir l'organisation des enseignements, à travers les activités quotidiennes au sein du laboratoire, dans la bibliothèque, au cœur des classes expérimentales. Mais c'est aussi toute une sociabilité qui se donne à voir à travers ces clichés (excursions à travers les Alpes, anniversaires de l'école, réunions de l'Amicale).

Autant de manifestations d'une vie collective qui tout à la fois nourrit la vie scientifique et s'enrichit par elle.

L'institut cherche aussi à faire valoir les recherches scientifiques qu'il mène dans le cadre des politiques publiques qui touchent à l'enfance et à l'éducation. Son implication dans la question de l'enfance en péril, par exemple, est emblématique de la façon dont il mobilise ses ressources encyclopédiques et sa puissance de recherche pour contribuer à l'élaboration de dispositifs publics innovants.

Protéger l'enfance malheureuse, éduquer la jeunesse en danger

Les activités de l'institut qui se rattachent à la protection de l'enfance té-

1 Pour une description plus ample des ressources et des possibilités de recherche liée au fonds de l'institut voir: Joëlle Droux, Elphège Gobet, Béatrice Haenggeli-Jenni, Rita Hofstetter, Frédéric Mole, «L'Institut Rousseau. Les archives du siècle de l'enfant», *Traverse, Zeitschrift für Geschichte/Revue d'histoire*, 2013/2, pp. 109-121.

2 Les termes au masculin désignent autant les femmes que les hommes.

moignent de l'histoire de ce pan des politiques publiques occidentales. Dès le début du XIX^e siècle, philanthropes et dames d'œuvre échangeaient et se rencontraient à travers toute l'Europe, dans le souci commun d'améliorer le sort de l'enfance malheureuse. Au fil des décennies, divers modèles d'institution de correction ou de dispositifs de protection font l'objet de débats, tandis que progressivement, les sciences de l'enfant (pédagogie, psychologie, médecine) construisent leurs savoirs de référence. La correspondance entretenue par Claparède témoigne des synergies internationales qui président à la constitution de ces savoirs. Au fil des congrès qui les réunissent et des publications qui les confrontent, ces milieux experts constituent des savoirs ayant vocation à inspirer les réformes éducatives. On le voit bien lorsque le Département de l'instruction publique de Genève décide de réformer les classes pour enfants «arriérés» ou «anormaux» en y associant étroitement Claparède: celui-ci profite de l'occasion qui lui est ainsi faite pour expérimenter – et raffiner – des tests médico-pédagogiques élaborés par des collègues étrangers (Decroly et Binet-Simon). A son tour, l'Institut Rousseau ambitionne de promouvoir à l'étranger ses théories et ses méthodes, utilisant pour sa propagande des supports inédits comme l'image et le film.

Ces échanges si bien documentés dans les archives de l'institut ont contribué à fonder de nouvelles politiques de l'enfance dès le tournant du siècle. Au cœur de ces nouveaux dispositifs visant à protéger les jeunes classes d'âge, un impératif: celui d'assurer à tous les enfants l'accès à une saine éducation, et tout particulièrement à l'enfance en danger ou malheureuse. C'est encore plus vrai lorsque sont fondés les tribunaux pour enfants (dont celui de Genève en 1913). Les sciences de l'éducation ayant mis en évidence l'éducabilité de l'enfant, elles s'efforcent d'en dégager des lois ainsi que des méthodes d'éducation spéciales destinées à les mettre en application. Ces visions renouvelées des capacités de l'enfant fondent la logique des tribunaux pour mineurs: l'enfant doit, avant d'être jugé, faire l'objet d'une évaluation scientifique de son caractère et de ses capacités, permettant au magistrat de

prendre la mesure rééducative adaptée. C'est bien une ambition éducative qui se substitue ici à l'élan punitif, fondée sur la mise en pratique des nouveaux savoirs médico-pédagogiques.

La formation en matière de protection de l'enfance figure d'ailleurs dans les premiers programmes de l'Institut Rousseau, soigneusement archivés, témoignant d'une demande croissante liée à ces enseignements. Pour se former aux nouvelles formes d'action éducative, sanitaire et sociale à destination de l'enfance et de la jeunesse, des étudiants accourent en effet de toutes les régions du monde. De fait, dans les années 1920, les politiques de l'enfance vont voir se généraliser ces pratiques d'évaluation médico-pédagogique à fin

Pour se former aux nouvelles formes d'action éducative, sanitaire et sociale à destination de l'enfance et de la jeunesse, des étudiants accourent en effet de toutes les régions du monde.

de placement et l'engagement des professionnels capables d'intervenir pour déterminer la cause de l'anormalité et le meilleur traitement à apporter. Pour y répondre, de nouvelles institutions d'observation médico-pédagogique se mettent en place, combinant mandat d'expertise et formation de stagiaires en psychopédagogie (tests, techniques d'observation, enquêtes sociales et familiales). Autant de creusets où se forge une psychologie appliquée à l'observation de l'enfant et à son traitement. A Genève, la consultation médico-pédagogique de l'Institut Rousseau (créée en 1913) se met ainsi à disposition des nouvelles juridictions, pour expertiser les jeunes en danger ou délinquants.

Circulations d'expérience, échanges de pratiques, flux d'informations entre experts: telle est la base du fonctionnement de l'institut dès ses premières décennies. Animé de ce même élan documentaliste et encyclopédiste, qui est aussi pacifiste et humaniste, l'institut crée en 1925 une agence internationale ayant vocation à centraliser l'information, plus particulièrement dans le domaine de l'organisation scolaire: le Bureau International d'Education. Partenaire des grandes organisations inter-

gouvernementales créées à Genève autour de la Société des Nations, le BIE consolide sur le plan des politiques éducatives les liens transnationaux qui ont contribué à l'élaboration des politiques nationales de protection et de sauvegarde de la jeunesse.

Conclusion

L'institut a été conçu par ses fondateurs comme un centre de recherche ancré dans des réseaux où devaient s'inventer, s'expérimenter et se diffuser les savoirs sur l'enfant et les sciences de l'éducation. Ses ressources documentaires témoignent surabondamment du foisonnement disciplinaire dont la jeunesse fait l'objet durant les premières décennies du XX^e siècle.

Bien d'autres perspectives de recherche touchant à l'histoire contemporaine de l'enfance et de la jeunesse peuvent être déployées grâce aux fonds de l'institut. C'est notamment celle des mouvements d'Education nouvelle, de leur diffusion mondiale et des réseaux par lesquels elle s'est opérée qui peuvent être documentés. Plus généralement, ces ressources témoignent des évolutions majeures du terrain éducatif à travers le parcours d'une institution qui en a accompagné les mues successives. D'une ampleur exceptionnelle, ces documents révèlent des enjeux dont l'historien peut cerner subtilement les contours en opérant des croisements avec les fonds conservés à la Bibliothèque de Genève (fonds E. Claparède ou C. Baudouin), à la Fondation Archives Jean Piaget ou aux Archives d'Etat de Genève (fonds du Département de l'instruction publique en particulier). Signe de cette richesse, les Archives accueillent régulièrement des chercheurs ou étudiants d'origines diverses pour leurs travaux, ainsi que de futurs professionnels de l'information documentaire.

Grâce à ce fonds et aux acquisitions récentes dont il a pu bénéficier se constitue ainsi progressivement un patrimoine archivistique d'envergure autour de «l'enjeu jeune»: ainsi, tout récemment, des fonds issus de personnalités éminentes du domaine éducatif ont encore été versés aux Archives de l'Institut: il en est ainsi des archives privées de Raymond Uldry (1911–2012), acteur central des politiques publiques régionales de la jeunesse. Ancien tu-

teur général et directeur du service d'apprentissage du canton, il contribua à la réalisation de nombreuses initiatives du secteur associatif local dans le domaine de l'éducation et de l'encadrement des adolescents durant toute la seconde moitié du XX^e siècle.

Les fonds et collections conservés par la Fondation permettent ainsi de prendre la mesure des défis considérables auxquels les systèmes éducatifs, et plus généralement les sociétés contemporaines, ont été confrontés en matière de protection, d'éducation et d'intégration de la jeunesse.

Contact: joelle.droux@unige.ch

rita.hofstetter@unige.ch

elphege.gobet@unige.ch

ABSTRACT

Die Stiftung «Archiv des Instituts J.-J. Rousseau»: Vom Jahrhundert des Kindes zur «Jugendgefahr», Kulturerbe eines Jahrhunderts

Im Jahre 1912 entsteht in Genf das Institut J.-J. Rousseau, «Ecole des sciences de l'éducation». Das Institut vereinigt verschiedene Disziplinen, um die Entwicklung des Kindes und die Art, wie sich seine Intelligenz entwickelt, zu verstehen und die Erziehungspraxis und -systeme zu verbessern. Es versteht sich gleichzeitig als Schule, als Forschungs-, Informations- und Dokumentationszentrum, das alles Wissen über Kinder und Jugendliche jeden Alters vereint. Einige Jahre später hat sich das Institut so weiterentwickelt, dass es 1929 an die Universität angegliedert wird, um 1975 zur Fakultät für Psychologie und Erziehungswissenschaften umgewandelt zu werden. Gleichzeitig sammelt es ein bedeutendes dokumentarisches Erbe.

1984 wurde die Archiv-Stiftung des Instituts J.-J. Rousseau gegründet, um dieses Erbe zu verwalten und zu würdigen. Die Autorinnen zeigen am Beispiel der Problematik des Kinder- und Jugendschutzes, wie das Archiv es ermöglicht, die Wandlungen des Blicks auf die Jugend in den ersten Jahren des Bestehens des Instituts zu dokumentieren.

(fs, Übersetzung: as)

Kinder- und Jugendliteraturen als Abbilder historischer Kindheitsauffassungen: die Sammlungen am SIKJM

Roger Meyer, Leiter der Bibliothek am Schweizerischen Institut für Kinder- und Jugendmedien SIKJM, und Bruno Wegmann, Assistent am Institut für Populäre Kulturen der Universität Zürich

Die Bibliothek des Schweizerischen Instituts für Kinder- und Jugendmedien SIKJM besitzt wertvolle Kinderbuchsammlungen. Die Bestände lassen historische Wahrnehmungen von «Kindheit» sichtbar werden. In ihrer Rolle als «Medien» stehen Kinder- und Jugendliteraturen für einen Austausch zwischen den Generationen.

Das Schweizerische Institut für Kinder- und Jugendmedien SIKJM, assoziiertes Institut der Universität Zürich und gleichzeitig schweizerische Sektion von IBBY (International Board on Books for Young People), beherbergt als einzige Institution in der Schweiz Kinder- und Jugendliteratur und dazugehörige Fachliteratur von historischem und zeitgenössischem Interesse sowie internationalem Renommee. Zu den Hauptaufgaben gehören, neben dem

Sammeln und Dokumentieren, die Erforschung von Kinder- und Jugendmedien, literale Fördermassnahmen und dazugehörige Projekte. Die internationale Zusammenarbeit mit ähnlichen Institutionen ist dabei von enormer Bedeutung.

Franz Caspar (1916–1977), Gründer des Instituts, rief 1968 die Schweizer Bevölkerung auf, dem neu gegründeten Schweizerischen Jugendbuchinstitut (SJI) alte und neue Bücher zu überlassen und initiierte so die Sammeltätigkeit. Schnell entwickelte sich das Institut um eine Gruppe enthusiastischer Sammler, darunter Bettina Hürlimann (1909–1983), Elisabeth Waldmann (1922–1996) und Peter Keckeis (1920–2007). Das SIKJM entstand 2002 aus der Fusion zwischen dem SJI und dem Schweizerischen Bund für Jugendliteratur (SBJ, gegründet 1954). Die Trägerin des SIKJM ist die Johanna-Spyri-Stiftung. Das Spyri-Archiv mit Teilen des Nachlasses der weltberühmten Schweizer Kinderbuchautorin sowie Forschungsmaterialien ist ebenfalls an der Georgengasse 6 in Zürich

beheimatet. Neben dem Hauptsitz hat das SIKJM auch je eine Filiale in der West- (Lausanne) und Südschweiz (Lugano). Finanziell wird es grösstenteils vom Bundesamt für Kultur getragen.

Die Bibliothek weist heute über 50 000 Einheiten auf, wovon rund drei Viertel Primärmedien sind. Sie bilden sowohl Forschungsgrundlage als auch kulturelles Erbe der schweizerischen, deutschen und internationalen Kinder- und Jugendliteratur. Demgemäss stehen Werke von Schweizer Autoren und Autorinnen sowie Publikationen von Verlagen aus der Schweiz im Zentrum; die gesammelten Bücher aus Deutschland und Österreich überwiegen jedoch anteilmässig.

Die Kinderbuchsammlungen am SIKJM

Der Ursprung der Sammlung Bettina Hürlimann kann der Biografie der Besitzerin gegenübergestellt werden: Sie wurde 1909 als erstes Kind des Verlegers Gustav Kiepenheuer in Weimar geboren. Mit 19 Jahren begann sie eine Ausbildung an der Akademie der grafischen Künste und Buchgewerbe in